

Larzillière Pénélope, Fermeture ou transformation des « possibles protestataires » ? L'évolution de l'engagement politique dans les Territoires palestiniens in Benbassa, E. *Israël/Palestine : Etat des lieux*, Paris, CNRS éditions, 2010.

Fermeture ou transformation des « possibles protestataires » ?

L'évolution de l'engagement politique dans les Territoires palestiniens

Pénélope Larzillière¹

L'évidente imprégnation du contexte palestinien par une perpétuelle « actualité », en constante évolution, rend d'autant plus difficile son étude. Il semble que l'analyse soit toujours en retard par rapport à ces séries toujours renouvelées d'événements. Le décalage entre ce qui fait événement dans les médias occidentaux et dans les Territoires palestiniens accentue encore cette difficulté. Souvent les uns se focalisent sur la diplomatie, tandis que dans les autres l'attention, se concentre sur les possibilités ou non de circulation et les dernières incursions israéliennes. Plutôt que de mener une course poursuite après l'événement –toujours perdue d'avance-, une manière de situer la société palestinienne et de sortir d'une pure spécificité des « études palestiniennes » est de s'inscrire dans une temporalité plus longue, de revenir à une sorte de socio-histoire et de prendre en compte également le rapport au temps des acteurs. L'étude de Jean-François Legrain sur les élections de 2005 et 2006, qui retrouve des clivages ottomans dans certaines municipalités, illustre bien cette nécessité².

Le concept développé par Reinhart Koselleck d'horizon d'attente est ici extrêmement utile pour intégrer cette dimension temporelle³. C'est dans cette perspective que je voudrais étudier l'évolution des conditions générales de l'engagement politique dans les Territoires palestiniens. Il s'agit de combiner analyse de contexte et analyse de la perception des militants, et surtout de leur horizon d'attente introduit ici comme une variable essentielle de ces conditions de l'engagement. Le militantisme palestinien actuel ne peut être compris sans l'insertion de cette dernière dimension. Mais au-delà de la spécificité du contexte palestinien, il apparaît aussi que les

¹ Je tiens à remercier Bernard Botiveau, Vincent Romani et Aude Signoles pour leur relecture attentive et leurs remarques, particulièrement pour la dernière partie de cet article.

² Jean-François Legrain, *"La ville dans la tête" : Bethléem 1996-2006*, Lyon, GREMMO, 2006, 2 vol, <http://www.gremmo.mom.fr/legrain/bethleem.pdf> et Jean-François Legrain, "Réalités ottomanes en Palestine d'aujourd'hui. Bethléem 1996 et 2005" dans Gérard Khoury et Nadine Méouchy, *Etats et Sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir*, Paris, Geuthner, tome II, 2007, p. 391-401.

³ Reinhart Koselleck, "Champ d'expérience et horizon d'attente" dans *Le futur passé*, Paris, éditions de l'EHESS, 1990, p 307-330 et Reinhart Koselleck, "Mutation de l'expérience et changement de méthode" dans *L'expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard/Seuil, 1997, p 201-247.

changements qui s'y produisent dans le mode de faire militant, font écho à des évolutions plus générales du militantisme, dans la région mais pas seulement. Ainsi, les questions de désengagements des modes « classiques » du militantisme et de la professionnalisation des militants sont actuellement centrales en sociologie de l'engagement⁴, En conservant comme fil rouge la notion d'horizon d'attente et la question du rapport au temps, je commencerai par faire un tableau rapide de l'évolution du militantisme de la première à la seconde intifada, puis je me concentrerai sur une analyse de trajectoire d'un militant des Brigades des martyrs d'al Aqsa pour aborder la question de l'emprisonnement de longue durée et de ses effets sur les pratiques militantes. Je terminerai enfin par la « professionnalisation » et l'« ONGisation⁵ » des militants, en me demandant dans quelle mesure se retrouve ici une tendance générale du militantisme contemporain et comment cette « troisième voie » s'inscrit dans le champ militant palestinien.

I La disparition d'un horizon d'attente politique

L'étude des mobilisations de la première à la seconde intifada montre la difficulté croissante des militants, et tout particulièrement des militants de base, à se projeter dans un moyen terme politique et à se représenter un horizon d'attente autrement qu'en termes si négatifs qu'ils annihilent presque cette dimension du moyen terme⁶.

Ce n'était pas le cas lors de la première intifada (1987-1993), qui représentait à la fois un mouvement de lutte nationale et un mouvement social, au sens tourainien⁷, de modification de l'historicité de la société palestinienne. Il y avait là un projet de lutte et un projet de société associés à l'invention d'un répertoire d'action spécifique- manifestations, grèves, boycott etc.- basé sur des mobilisations de masse. La conjonction de ce double projet et de ce nouveau répertoire d'action s'inscrit dans un horizon d'attente fort de changement à moyen terme. Malgré les difficultés, la répression et les victimes : « ils y croient ». Cela est surtout vrai de la génération des jeunes, les fameux *chebab*⁸, parmi les meneurs de cette intifada, et de la première période de la première intifada alors que sa dernière année voit se multiplier les règlements de compte entre les groupes militants⁹.

La seconde intifada s'inscrit dans un tout autre contexte, après l'échec de plusieurs répertoires d'actions : la lutte armée des fedayin des années 70, les manifestations de la première intifada, les négociations des accords d'Oslo. En effet, la désillusion qui fait suite aux accords d'Oslo conduit

⁴ Jacques Ion, Spyros Franguiandakis et Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005 et Sandrine Nicourd (éd.), *Le travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

⁵ Islah Jad, "The "NGOisation" of the Arab Women's Movement" dans A. Cornwall, E. Harrison and A. Whitehead (eds) *Repositioning Feminisms in Development*, *IDS bulletin* 35 (4), 2004, p34-42.

⁶ Pénélope Larzillière, *Etre jeune en Palestine*, Paris, Balland, 2004.

⁷ Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.

⁸ Laetitia Bucaille, *La violence de la paix*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1998.

⁹ Nadine Picaudou, *Les Palestiniens : un siècle d'histoire*, Paris, Complexe, 1997, p 234.

à relire a posteriori la première intifada comme un échec. Echech des accords d'Oslo car sur le terrain palestinien, la situation se dégrade : la colonisation se poursuit, les entraves à la circulation et les blocus augmentent, le niveau de vie baisse avec une situation économique très difficile. L'Autorité palestinienne a des pouvoirs très limités et son mode de gestion est remis en cause. Dans ce contexte, les associations qui cherchent au début de la seconde intifada à réactiver le répertoire d'action de la première se trouvent rapidement marginalisées : elles n'arrivent pas à mobiliser en masse et sont confrontées à une répression israélienne plus létale que lors de la première intifada.

Le mouvement islamiste dans ce cadre connaît un renforcement car il répond aux deux échecs - interne et externe- susmentionnés. Contre Israël, il prône la poursuite de la lutte et l'inscrit dans un horizon -religieux- de victoire à très long terme. Il y a ici une entrée dans le mythe et un horizon non stratégique (ce qui ne signifie pas pour autant que les dirigeants du Hamas soient non-stratégiques). A l'interne, il insiste sur son intégrité et la notion de justice sociale. Le mouvement islamiste souligne sa capacité à gérer efficacement (comme il en fait la preuve avec son réseau caritatif) et à faire abstraction des lignages, qui sont effectivement contournés lors des élections en ce qui concerne les élus Hamas¹⁰. Cette dimension est essentielle au succès du Hamas lors des élections municipales puis législatives, beaucoup plus qu'un agenda religieux ou de lutte nationale.

Une sorte de découplage temporel apparaît entre la lutte contre l'occupation israélienne et la gestion interne. Au premier niveau s'effectue une sorte de dissolution du moyen terme et subsiste essentiellement le très long terme eschatologique et le très court terme. Au second niveau, la dimension du moyen terme stratégique se maintient plus nettement. Les militants investissent le jeu interne palestinien et l'opposition entre le Fatah et le Hamas. S'il y a volonté affichée de réconciliation de part et d'autre, dès que les conditions précises de cette réconciliation sont évoquées de fortes divergences demeurent. Au-delà de la question de la cessation d'affrontements armés entre les deux mouvements, la vision de l'espace public et politique est ici basée sur l'unanimité beaucoup plus que sur l'expression régulée de conflits¹¹; et cela tout autant chez les militants palestiniens que chez les pays promoteurs d'une union nationale palestinienne. Une telle conception rend délicate l'articulation des oppositions.

L'opposition systématique entre les deux mouvements a produit un certain désengagement et une certaine lassitude du politique tel qu'incarné par les forces traditionnelles palestiniennes. Le Hamas qui représentait jusque-là le changement s'est ainsi retrouvé dans la catégorie de force

¹⁰ Jean-François Legrain, *Le nationalisme palestinien face à ses nouveaux défis*, Lyon, GREMMO, 2008, www.gremmo.com/legrain/defis.htm

¹¹ Bernard Botiveau, "Des accords d'Oslo à la seconde intifada : l'espace public palestinien en question", *Etudes rurales* 173-74, 2005, p. 273-293 et Pénélope Larzillière, "Islamisme et nationalisme dans les Territoires palestiniens de la première à la seconde Intifada" dans Gérard Khoury et Nadine Méouchy, *Etats et Sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir*, Paris, Geuthner, tome II, 2007, p. 391-401.

traditionnelle au sein d'un paysage politique figé. D'autres lieux du militantisme et d'autres types de revendications –plus sectorielles, plus « techniques »- sont réinvestis. Ainsi les syndicats professionnels reprennent-ils de l'importance. Ils faisaient partie avec les ONG et les associations de ces institutions alternatives essentielles à l'organisation de la société palestinienne lors de la première intifada, avant d'être marginalisés par l'instauration de l'Autorité Palestinienne

II La prison comme espace militant

Ce tableau très général et –nécessairement- trop rapide- tracé, je voudrais le mettre en lien avec la trajectoire militante d'un membre des Brigades des martyrs d'al Aqsa, qui traverse toute cette période mais a connu une période longue d'emprisonnement. Il s'agit d'aborder les conséquences du passage en prison sur les pratiques militantes ; et tout particulièrement l'institutionnalisation très forte produite par un « collectif d'engagement¹² » spécifique à la prison. Je m'inspire ici d'une approche qui insiste sur la façon dont les collectifs et les organisations organisent le militantisme au quotidien¹³ et qui « aborde les engagements sous l'angle de l'activité collective qui leur donne corps et non pas seulement à travers les logiques individuelles qui leur donnent sens¹⁴. ». La question posée concerne donc moins les dispositions au militantisme ou la vocation dans une trajectoire que les effets de la pratique militante et de son institutionnalisation sur les positionnements de l'individu.

Fils aîné d'un employé de la compagnie d'électricité, Ahmed¹⁵ entre dans les Brigades des martyrs d'al Aqsa lors de la seconde intifada : « Le mouvement était dans une impasse, l'Autorité Palestinienne était dans une impasse, elle avait les mains liées, il fallait revenir à la lutte armée¹⁶. ». Il ne remet pas en cause l'action de Yasser Arafat mais plutôt celle de son entourage. Pour lui, et selon un positionnement courant au Fatah, l'activisme des Brigades des martyrs d'al-Aqsa ne s'oppose pas aux positions de l'Autorité Palestinienne. Elles mènent la lutte à la place d'une Autorité contrainte par la diplomatie. Ahmed devient responsable d'un petit groupe qui va tirer la nuit sur les colonies israéliennes. Ils tirent à une distance telle qu'il n'y a pas de véritable objectif stratégique à l'action armée elle-même : Il s'agit plutôt d'une « action pour l'action », d'une action expressive¹⁷ qui doit montrer que les Palestiniens résistent encore. Ahmed refuse les attentats-suicides pour des raisons tactiques (les Brigades des martyrs d'al Aqsa commettent leur premier attentat-suicide en mars 2002) : « Il ne faut pas que les militants meurent, ils peuvent prendre des risques, de grands risques, mais mourir à tout coup ? On fait le travail de l'armée israélienne dans ce cas. »

¹² Selon l'expression employée par Sandrine Nicourd, *op cit.*, p 19.

¹³ Frédéric Sawicki, "Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement", dans Jacques Lagroye (éd.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 123-146

¹⁴ Sandrine Nicourd, *op cit.*, p 14.

¹⁵ Pour des raisons évidentes d'anonymat, certains éléments biographiques, dont le nom et la localisation, ne sont pas fournis.

¹⁶ Entretien, Cisjordanie, mars 2009.

¹⁷ Michel Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.

En 2002, à 21 ans, Ahmed est arrêté par l'armée israélienne et emprisonné. Il change alors radicalement d'univers. En effet, l'encadrement répressif de la prison israélienne est doublé d'une auto-organisation minutieuse des prisonniers. A l'institution totale de la prison est opposé un collectif d'engagement qui règle lui-aussi chaque instant de la vie des prisonniers. Les journées font l'objet d'un emploi du temps précis. Le lever a lieu à 7h, puis sport, douche et cuisine commune : « personne ne cuisine à part, on ne mange pas la nourriture de la prison qui est très mauvaise, on achète –très cher- à la coopérative et on cuisine en commun ». Ensuite des activités d'enseignement et d'études prennent place : « ceux qui ont des connaissances les enseignent, les livres nous parviennent par la Croix Rouge, on délivre même des certificats ! ». Ahmed trouve rapidement sa place dans cette organisation et s'inscrit à l'université hébraïque pour passer un diplôme de sciences politiques par correspondance (son professeur bataille d'ailleurs avec lui pour essayer de lui faire retirer les nombreuses formules du type « Dieu le garde » dont il émaille ses textes quand il mentionne Yasser Arafat).

Ce mode d'organisation, avec un emploi du temps extrêmement précis et structuré n'est pas spécifique des prisonniers palestiniens et se retrouve couramment chez les prisonniers politiques. L'instauration d'une organisation commune forte avec une place importante pour le savoir et l'enseignement produit un univers très structurant, avec ses rituels et ses symboles, qui aident à « tenir » face à l'administration pénitentiaire. Dans un autre contexte, Isabelle Lacroix parle de « rites qui construisent le sens collectif de l'emprisonnement¹⁸ ». Le collectif offre un soutien : « on ne laissait jamais quelqu'un seul, sinon il commence à ruminer, ma famille, qu'est ce qu'elle devient etc. et il peut craquer. », mais suppose aussi une quasi disparition de l'espace privé (que produit de toute façon la prison). Dans un autre récit, un militant communiste emprisonné en Syrie pendant vingt ans me racontait comment le même type d'organisation minutée du temps l'avait aidé à tenir ; mais aussi l'importance qu'avait eue pour lui un rideau dans la cellule collective. Il se plaçait derrière pour écrire et échapper au regard, créer temporairement un espace d'intimité d'autant plus nécessaire qu'en tant que chef de groupe il se sentait obligé à l'exemplarité¹⁹.

A cet emploi du temps, les prisonniers palestiniens ajoutent rapidement différents comités et règlements visant à servir d'institutions alternatives : « au début il y avait beaucoup de conflits car on importait les conflits Hamas/ Fatah du dehors : par exemple un prisonnier téléphonait et apprenait qu'un membre de sa famille avait été tué par quelqu'un du Hamas ou du Fatah etc. Alors on a décidé de ne plus se laisser influencer, qu'on était avant tout prisonnier, et on a fait une sorte de société socialiste, on a mis en place clandestinement une constitution, des lois, des élections, et même un tribunal révolutionnaire. ».

¹⁸ Isabelle Lacroix, "Maintenir son engagement en prison" dans Sandrine Nicourd (éd.), *Le travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 47-56, p 56.

¹⁹ Entretien, Amman, mars 2008.

En mai 2006 paraît le « document des prisonniers²⁰ », programme politique conçu comme une base pour une conciliation nationale palestinienne et signé par des représentants en prison de l'ensemble des groupes politiques palestiniens (le Jihad islamique exprimant cependant des réserves). Ahmed participe au processus, il est désormais « chargé des relations extérieures ». L'organisation particulière décrite ci-dessus a certainement contribué à rendre possible l'élaboration de ce document en renforçant une identité de prisonnier face aux clivages politiques. Dans la société palestinienne, leur statut de prisonnier donnait une stature et une légitimité supplémentaire au texte²¹.

Lorsqu'après six ans d'emprisonnement, Ahmed est libéré, au-delà du soulagement, il ressent aussi décalage et déstabilisation. Il travaille pour l'Autorité Palestinienne et retourne étudier. Mais il est plus âgé que les autres étudiants, ses amis ont eux déjà terminé leurs études. Mobilisé par la situation politique, il a du mal à se concentrer sur ses études et n'a plus le cadre fermé mais structurant du collectif de la prison comme discipline quotidienne. Il maintient une identité de prisonnier politique : il rencontre régulièrement certains de ses anciens codétenus et parfois exprime une nostalgie de la cohérence de contexte et d'action que représentait la prison. Maintenant il est happé par les tensions et les contradictions du mouvement national palestinien. Mais l'engagement politique a donné sens à son emprisonnement et l'a structuré et il tient à le maintenir (comme la plupart des anciens prisonniers politiques, qui s'ils ne maintiennent pas toujours une pratique militante renient rarement leur référence à la cause). On retrouve ici, dans un contexte différent, les « effets de cliquet » notés par Johanna Siméant dans les trajectoires militantes. Si les trajectoires d'engagement et de désengagement ne sont pas mécaniquement prévisibles, il existe par contre des « paliers » qui une fois franchis rendent très coûteux et très peu probables le désengagement²².

Ahmed milite de nouveau au Fatah et très vite la solidarité carcérale passée avec les militants des autres groupes palestiniens s'efface. Il n'y a plus ici ni communauté de situation ni collectif structurant l'ensemble des militants comme en prison. Au contraire, le « collectif » Fatah produit de l'exclusion et des clivages et Ahmed endosse ce positionnement. Il souligne la nécessité de maintenir l'Autorité Palestinienne à tout prix car elle paie les salaires. Il justifie la répression des islamistes et leur reproche de nier tout le passé de la lutte nationale palestinienne, notamment en piétinant le portrait d'Arafat (au détour d'échanges de plaisanteries avec une étudiante de l'université, il refuse de se rendre dans un restaurant propriété d'un islamiste). Conformément à la position officielle du Fatah, il souhaite maintenant la mise en place d'un gouvernement de technocrates pour faciliter à la fois la réconciliation interne palestinienne et les négociations avec Israël.

²⁰ Dont la première version paraît dans le journal al-Quds le 11 mai 2006.

²¹ De nombreuses cérémonies et manifestations sont organisées pour les prisonniers. A titre d'exemple, à l'université d'Ahmed en mars 2009, le FPLP organisait un hommage aux étudiants anciens prisonniers, hommes et femmes.

²² Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, "Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français.", *Sociologie du travail* 51 (1), 2009, p. 97-125.

III Expertise, bonne gouvernance et professionnalisation : un nouveau répertoire d'action ?

L'irruption de la technocratie pourrait surprendre. Elle correspond à la multiplication des références à l'expertise chez les militants qui n'est spécifique ni du Fatah ni des Palestiniens. Ce nouveau répertoire d'action ne détrône pas les autres mais je voudrais cependant m'interroger sur la signification de cette nouvelle référence et ses conséquences pour le militantisme.

En effet, il semble bien que l'on puisse désormais analyser l'expertise non plus seulement comme un domaine professionnel spécifique en rapport avec le savoir mais comme un véritable registre d'action avec une forte légitimité. Comme le suggère la référence à un gouvernement de technocrates, il ne s'agit plus seulement d'appuyer ponctuellement l'action politique sur les résultats d'un savoir expert mais d'en faire le mode même de l'action politique. Quels sont les facteurs favorisant un tel changement de registre et quelles en sont les conséquences pour l'action militante ? Cette évolution mêle à des enjeux spécifiquement palestiniens des influences externes -notamment celles des bailleurs de fond- et s'inscrit dans une tendance plus générale du militantisme contemporain. En tout premier lieu, au niveau régional, une approche de plus en plus technique du politique a été encouragée par la thématique de la bonne gouvernance mise en avant par les bailleurs de fonds et les diplomates²³. L'insistance sur l'efficacité gestionnaire fut bien reçue. Le thème est repris par l'ensemble des groupes politiques palestiniens, islamistes compris, notamment pour la gestion des municipalités²⁴.

La réception de ces thématiques reste cependant ambivalente. En effet, l'insistance technique tend à faire disparaître le discours politique sur les fins au profit d'un discours sur les moyens et les dispositifs, tout particulièrement au niveau des bailleurs de fonds. Or, cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'aient pas de fins politiques, simplement elles restent implicites et ne sont plus thématiques comme telles (indépendamment ici de la question des valeurs, notamment la référence aux droits de l'homme, qui elles sont souvent explicites). Le registre de l'action experte est souvent érigé par ses promoteurs au statut de fin en soi, de valeur en tant que telle, comme si l'approche technocrate était effectivement « neutre » et ne s'orientait pas elle-même par rapport à des fins²⁵ (une sorte de neutralisation de la définition weberienne classique de la rationalité téléologique qui adapte les moyens aux fins et se distingue ainsi de la rationalité axiologique). L'apparent gommage des fins ne signifie pas pour autant que des objectifs politiques ne sont pas attribués aux bailleurs de fonds par les populations concernées, d'où de nombreuses critiques et

²³ Voir sur ce point le débat central sur la réforme de l'Autorité palestinienne en 2002 (Bernard Botiveau, *op. cit.* et Aude Signoles, « La réforme des institutions palestiniennes : une solution à la crise ? », *Questions internationales* 1, mai-juin 2003).

²⁴ Aude Signoles (éd.), "Les municipalités islamistes", *Critique internationale* 42, 2009/1.

²⁵ Les élections de 2006 en représentent un contre-exemple, lorsque la validité du processus électoral a moins compté pour l'Union européenne et les Etats-Unis que les résultats -négatifs car portant au pouvoir le Hamas.

décatalages de perceptions²⁶ L'enjeu est particulièrement important dans les pays « périphériques » où l'aide au développement et l'aide humanitaire ont un rôle central.

Cette évolution et la tendance des bailleurs de fonds à « sous-traiter l'action publique » (Sawicki et Siméant 2009), (à des ONG), a cependant ouvert une sorte de nouveau « possible protestataire » à partir du moment où les militants ont pris acte de cette structuration. Ils l'ont investie à deux niveaux : celui des agendas en développant des compétences pour dialoguer au niveau technique ou proposer des contre-expertises ; et celui de la mise en œuvre avec l'« ONGisation » du militantisme. Ce champ concerne particulièrement les anciens de la gauche arabe car il est aussi une reconversion pour des militants confrontés aux échecs des idéologies qu'ils portaient et à leur marginalisation dans la société²⁷.

Particulièrement marquée ici, cette évolution n'est pas spécifique au contexte palestinien. Toute la littérature sur le « nouveau » militantisme en témoigne (à partir du travail fondateur de Jacques Ion²⁸), d'où également de nouvelles possibilités d'internationalisation –sur un autre mode- de ces nouvelles formes de luttes, plus sectorielles²⁹. Les démarches juridiques en sont un exemple. Certaines associations de plaidoyer considèrent désormais plus efficaces de mener des actions au niveau des juridictions nationales étrangères, plutôt que des juridictions internationales. Elles visent à faire respecter aux Etats leurs engagements, pour les droits de l'homme notamment³⁰. L'éventuelle dépolitisation que cette évolution pourrait représenter semble donc à nuancer. Il y a certainement professionnalisation de tout un pan du militantisme et orientation vers l'action experte. La cause nationale n'apparaît plus au premier plan et les appartenances partisans s'estompent (ne serait-ce que pour obtenir des fonds). Mais les agendas politiques restent présents et le positionnement se fait également dans le champ politique local. L'ancien dirigeant du syndicat des ingénieurs palestiniens³¹ envisageait ainsi la création d'un parti incarnant une « troisième voie » palestinienne, dépassant le conflit Fatah/ Hamas, apportant des solutions techniques et centrée sur un bon fonctionnement économique et le marché libre. Il ajoutait : « ça n'est pas l'oubli du nationalisme, c'est aussi la promotion d'un Etat indépendant et d'un vrai processus de paix, cela fait 10 ans qu'on a rien eu. ». Il y a alors circulation entre différents

²⁶ Laetitia Atlani-Duault et Laurent Vidal (éds.), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement*, Paris, Armand Colin, 2009 et Pénélope Larzillière, "L'influence des approches sécuritaires sur les politiques de développement au Proche-Orient", *Humanitaire* 20, 2008.

²⁷ Benoit Challand, *The Palestinian Civil Society*, New York Routledge, 2008. Vincent Romani, *Sciences sociales et coercition : Les "social scientists" des Territoires palestiniens entre lutte nationale et indépendance scientifique*, Thèse de doctorat en science politique, Université Aix-Marseille III/Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence, 2008, 452p. Vincent Romani, "Génération politiques et générations universitaires dans les Territoires palestiniens : nationalisme et dé-marxisation", *Revue internationale de politique comparée* 16 2009/2, p. 279-298.

²⁸ Jacques Ion, *La fin des militants*, Paris, L'Atelier, 1997.

²⁹ Voir sur ce point les travaux d'Elisabeth Marteu, "La sphère associative arabe en Israël : entre protestation nationale et négociation citoyenne", dans Jalal Hussein et Aude Signoles, *Entre nation et diaspora : les Palestiniens quinze ans après Oslo*, Paris, Karthala/ IISMM-EHESS (à paraître).

³⁰ Entretien réalisé avec Bernard Botiveau auprès de l'association al-Haq, Ramallah mars 2009.

³¹ Entretien, Ramallah, mars 2009

niveaux de discours, le nationalisme devenant une sorte d'arrière-plan plus ou moins mobilisé selon les interlocuteurs.

Un impact limité ?

Il s'agit aussi d'une adaptation à un registre d'action internationalement légitime. L'articulation de ce répertoire d'action avec les autres répertoires est différente selon les courants politiques palestiniens. La technicisation de l'action publique prend une place plus importante au Fatah qu'au Hamas, mais dans les deux cas elle n'y est pas exclusive d'un militantisme classique de mobilisation. **L'appel à la technocratie –mettre l'expertise au pouvoir- n'empêche pas ici le maintien d'un registre de mobilisation militante massive.** Ahmed par exemple est très concerné par les élections étudiantes de son université et la participation au conseil étudiant. On ne retrouve donc pas ici la sélection militante corrélée aux collectifs d'engagement basée sur l'expertise, telle qu'elle a été notée en France par exemple (Sawicki et Siméant 2009 ; Nicourd 2008) ou au Proche-Orient dans le secteur des ONG³². La nécessité de disposer de compétences spécifiques exclut alors l'intégration de personnes qui auraient pu trouver leur place dans des apprentissages militants plus classiques : tractage, manifestations etc. et construit des collectifs d'engagement plus restreints. Dans les Territoires palestiniens, les ONG et associations issues de la gauche tendent elles aussi à développer ce recrutement technique décrit ailleurs (mais ne relèvent pas pour autant de la technocratie du fait de leur éloignement du pouvoir). Indépendamment du répertoire d'action de l'expertise, la capacité à mobiliser la société palestinienne reste un enjeu fort. Elle représente une base nécessaire pour une légitimité locale que le statut d'expert ne fournit pas, d'où les difficultés de positionnement interne à la société des ONG.

Aussi peut-on se s'interroger sur le statut exact de cette référence à un nouveau répertoire d'action, avec ses limites, et tout particulièrement celles de la disparition du discours sur les fins (mais pas des fins elles-mêmes). Certes un nouvel espace d'action militante est ainsi ouvert, mais avec des modalités très particulières, et il reste à en évaluer la dimension et l'impact précis, actuellement en évolution. Est-il suffisant notamment pour rouvrir un horizon d'attente à moyen terme ou participe-t-il au contraire d'une adaptation à court terme, qui n'a que peu de conséquences *in fine* sur l'évolution du contexte politique palestinien ?

³² Élisabeth Picard (éd.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006.